

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**Le pouvoir adjudicateur : Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers
Hôtel Communautaire
76, boulevard Gambetta
CS 40021
62101 Calais cedex**

**Fourniture de deux bennes à ordures ménagères pour la Communauté
d'agglomération Grand Calais Terres et Mers**

**Procédure Appel d'Offres Ouvert en application des articles 25 et 67 du Décret relatif
aux Marchés Publics**

Date et heure limites de remise des offres : lundi 14 mai 2018 à 11h30

Article 1 - Acheteur

Le pouvoir adjudicateur : Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers

Adresse :

**Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers
Hôtel Communautaire
76, boulevard Gambetta
CS 40021
62101 Calais cedex**

Téléphone : 03.21.19.55.00

Télécopie : 03.21.19.55.09

Site internet : <http://www.grandcalais.fr>

Article 2 - Objet de la consultation

2-1-Objet du marché

La consultation porte sur les prestations suivantes :

La fourniture de 2 bennes à ordures ménagères pour la Communauté d'Agglomération Grand Calais
Terres et Mers

La forme du marché revêt le caractère d'un achat.

2-2-Procédure de passation

La consultation est passée par une procédure en appel d'offres ouvert en application des articles 25-I-1 et 67 du Décret relatif aux Marchés Publics.

2-3-Forme du marché

La consultation donnera lieu à un marché ordinaire.

Article 3 - Dispositions générales

3-1-Décomposition du marché

3-1-1-Lots

Le marché fait l'objet de 2 lots :

- Lot 1 : la fourniture d'une benne à ordures ménagères bi compartimentée sur châssis 26 tonnes ;
- Lot 2 : la fourniture d'une benne à ordures ménagères mono-flux sur châssis 26 tonnes ;

3-1-2-Tranches

Les prestations ne font pas l'objet d'un découpage en tranche.

3-2-Durée du marché - Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé par le candidat dans son acte d'engagement. Il ne peut pas dépasser le délai plafond de 32 semaines.

3-3-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire au moyen d'un mandat administratif.

Le délai global de paiement est de 30 jours en application des règles de la comptabilité publique et notamment du décret 2013-269 du 29 mars 2013.

3-4-Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article 45-V-1 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de membres de plusieurs groupements, conformément à l'article 45-V-2 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

3-5-Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

3-6-Variantes et options

3-6-1-Variantes

Les variantes sont autorisées. Les candidats qui présentent des variantes peuvent remettre une offre pour la solution de base. Les exigences minimales que les variantes doivent respecter correspondent aux exigences du cahier des charges.

3-6-2-Prestations Supplémentaires Eventuelles (Options)

Pour chacun des lots de la consultation, il est demandé au candidat de chiffrer la prestation suivante :
- l'installation d'un boîtier DB25.

3-7-Autres dispositions

Le candidat devra aussi prendre en compte dans son offre de prix :

- Convoyage du véhicule ;
- Formation à la livraison de la BOM (mise en route, collecte et petite mécanique) avec fourniture de certificat pour 2 agents (collecte) et de 2 agents du garage municipal ;
- Le candidat devra prévoir le passage du véhicule au service de contrôle technique des poids lourds et la fourniture de la nouvelle carte grise.
- Certificat de carrossage

Article 4 - Dossier de consultation

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation,
- l'acte d'engagement, un par lot,
- le CCP,
- le bordereau de prix,

4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'article 39 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

WWW.KLEKOON.COM

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique permettant l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

4-3-Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

4-4-Visite des lieux et consultation de documents sur site

Néant

Article 5 - Présentation des propositions

5-1-Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature

- Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants ou modèle DC1,
- La copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire,
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015,
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à les engager,
- Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement ou modèle DC2,
- Etat annuel des certificats fiscaux et sociaux,
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles,
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
- Liste des principales fournitures ou des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique,

- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation),
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

Contenu de l'offre

- Acte d'engagement,
- Bordereau des prix,
- Mémoire technique qui comprend les éléments suivants :
 - la description du matériel avec le choix des matériaux, l'épaisseur des aciers, le volume utile, la charge utile,
 - la description du matériel en termes de cinématique, principe de fonctionnement, ergonomie de travail,
 - la description du SAV avec organisation, délais d'intervention, moyens humains et matériels pour une réparation

Conformément à l'article 55 - IV du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur les documents certificats, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le Pouvoir Adjudicateur.

5-2-Compléments à apporter au cahier des charges

Sans objet.

5-3-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-4-Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5-5-Conditions d'envoi ou de remise des plis

Remise des plis sur support papier :

Les candidats transmettent leur proposition sous pli portant la mention suivante :

"Marché n°18-14 – la fourniture de bennes à ordures ménagères sur châssis de 26 tonnes – lot n° NE PAS OUVRIR ".

L'enveloppe contient les justificatifs de candidature visés à l'article 5-1 du présent règlement de la consultation, ainsi que les éléments relatifs à l'offre.

Les plis devront être remis contre récépissé à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers
 Département des Affaires Générales
 Service Marchés Publics
 76 boulevard Gambetta, CS 40 021
 62100 Calais

ou, s'ils sont envoyés par la poste, devront l'être à l'adresse ci-dessous :

par pli recommandé avec avis de réception postal.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ne seront pas ouverts.

Remise des plis par voie électronique :

Conformément aux dispositions de l'article 40 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur autorise la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante :

<http://www.klecoon.com>

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil. La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique.

5-6-Négociation

Il n'est pas prévu de négociations ;

Article 6 - Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 au moyen des critères suivants :

Critères de sélection des candidatures :

1. Garanties professionnelles et financières
2. Garanties techniques

Critères de jugement des offres :

Critère 1 : Valeur technique (pondération : 50 points)

Valeur technique du caisson (choix des matériaux, épaisseur des aciers, volume utile, charge utile, cinématique de la pelle, facilité d'entretien, etc..) - 15 points ;

Valeur technique du lève-conteneurs (cinématique, principe de fonctionnement, ergonomie de travail, facilité d'entretien, etc...) - 15 points ;

Valeur technique du châssis – 10 points ;

SAV (organisation, délais d'intervention, moyens humains et matériels) – 10 points

Critère 2. Délai d'exécution (pondération : 20 points)

Critère 3. Prix (pondération : 30 points)

La notation « valeur technique » sera effectuée en fonction des coefficients suivants appliqués sur chaque critère :

Coefficients « valeur technique »

- Très satisfaisant : 1
- Satisfaisant : 0,7
- Moyennement satisfaisant : 0,5
- Insatisfaisant : 0,1

La notation du critère « délai d'exécution » sera jugé sur la base du délai d'exécution tel que figurant à l'acte d'engagement. La formule de notation, pour le critère « délai d'exécution », se décline comme suit :

$$\text{Note sur 20 pts} = (D1/D1^*) \times 20$$

D1 : le délai de livraison en semaine le plus court parmi les propositions des candidats.

D1* : le délai en semaine concernée.

Le prix sera jugé sur la base du montant total en € HT figurant à l'acte d'engagement. La formule de notation, pour le critère « prix », se décline comme suit :

$$\text{Note sur 30 pts} = (P/P^*) \times 30$$

P : le montant total le plus bas parmi les propositions des candidats.

P* : le montant total du prix concernée.

Le prix global et forfaitaire est détaillé sur le bordereau des prix qui en indique les éléments constitutifs.

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur le bordereau des prix, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans le bordereau des prix, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce bordereau pour le mettre en concordance avec le prix global et forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Conformément à l'article 60 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le Candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

ESSAIS

La communauté d'agglomération se réserve la possibilité de demander un essai aux candidats : essayer une BOM équivalente au modèle proposé après remise de l'offre. Cet essai consisterait en la réalisation d'une tournée complète (6h00 - 12h00) avec des agents municipaux et serait suivi par le candidat.

Article 7 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

Correspondant :

Adresse : Communauté d'Agglomération de Grand Calais Terres et Mers Département des Affaires Générales Marchés Publics 76 boulevard Gambetta, CS 40021 62101 Calais Cedex
--

Téléphone : 03.21.19.55.00

Fax : 03.21.19.55.09

Courriel : marches.publics@grandcalais.fr

Adresse internet : www.grandcalais.fr